

## Messages clés

- **Le changement climatique bouleverse les perspectives économiques et commerciales des pays, et il constitue une menace majeure pour la croissance et la prospérité futures.** La hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer et la fréquence accrue des événements météorologiques extrêmes préfigurent des pertes de productivité, des niveaux de production insuffisants, des infrastructures de transport endommagées et des perturbations de l'approvisionnement. Si les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) ne baissent pas drastiquement, de nombreux pays verront probablement leurs avantages comparatifs se transformer; l'agriculture, le tourisme et certains secteurs manufacturiers sont par exemple particulièrement exposés aux effets des changements climatiques.
- **Le commerce a un effet multiplicateur sur les efforts d'adaptation menés par les pays, en réduisant les coûts et intensifiant les impacts.** Les chocs climatiques demeureront coûteux et déstabilisateurs, mais le commerce peut aider les pays à mieux s'y préparer et à mieux y faire face en leur donnant accès aux technologies et aux marchandises et services essentiels, comme les denrées alimentaires et les produits de santé. Ce rôle est particulièrement important pour les économies les plus vulnérables – les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral. À plus long terme, l'ouverture des marchés internationaux aiderait les pays à procéder en douceur aux ajustements économiques et aux réaffectations des ressources nécessaires, et la diversification des sources d'approvisionnement pour les marchandises et services essentiels se traduirait par une résilience accrue face aux événements météorologiques localisés.
- **Le commerce peut abaisser le coût de l'atténuation et accélérer la transition bas-carbone et la création d'emplois verts.** Bien que le commerce, comme la plupart des activités économiques actuelles, génère des émissions de gaz à effet de serre, il contribue également à réduire celles-ci en facilitant l'accès à des technologies climatiques de pointe; en stimulant l'innovation en faveur de technologies à faible émission de carbone grâce à l'élargissement des marchés; et en favorisant la concurrence et les économies d'échelle qui contribuent à abaisser les coûts. Le commerce et les chaînes de valeur ont joué un rôle déterminant dans la chute spectaculaire du coût de la production d'énergie solaire et éolienne. Les énergies renouvelables sont désormais moins onéreuses que leurs équivalents fossiles dans certains endroits, ce qui a accéléré leur adoption. Mais il est possible de faire plus: d'après les simulations de l'OMC, l'élimination des droits de douane et la réduction des mesures non tarifaires visant un sous-ensemble de biens environnementaux liés à l'énergie pourraient donner lieu à une augmentation des exportations de 5% d'ici à 2030, entraînant un accroissement de l'efficacité énergétique et du recours aux énergies renouvelables qui, à son tour, ferait baisser les émissions mondiales de 0,6%. Dans la mesure où le commerce aide à accélérer la transition bas-carbone, il contribuerait à la création d'emplois: des estimations indiquent que le passage à l'énergie propre au niveau mondial générerait jusqu'à 30 millions de nouveaux emplois dans ce domaine et dans les secteurs connexes d'ici à 2030.
- **La coopération commerciale internationale peut rendre l'action pour le climat plus efficace, et la transition bas-carbone plus juste, en minimisant les frictions commerciales et l'incertitude pour les investisseurs.** Dans un contexte où les gouvernements intensifient leurs mesures climatiques pour parvenir à leurs contributions déterminées au niveau national, le risque se pose que les mesures unilatérales visant à empêcher les fuites de carbone et la perte de compétitivité de l'industrie nationale puissent alimenter les tensions commerciales, engendrer une incertitude décourageant l'investissement et imposer des coûts disproportionnés pour les entreprises et les pouvoirs publics des pays

en développement. La coopération internationale sur les aspects de la politique climatique liés au commerce, comme la tarification du carbone et les normes relatives à la décarbonation, permettrait de réduire ces risques. En tant qu'instance au service de la transparence, de la comparabilité et d'une éventuelle harmonisation de ces mesures, l'OMC pourrait apporter une contribution encore plus précieuse. L'Aide pour le commerce ainsi que l'investissement privé axé sur le commerce peuvent aider les pays en développement et les pays les moins avancés à bâtir une infrastructure commerciale résiliente au changement climatique, contribuant ainsi à une transition bas-carbone plus juste et plus équitable.